

Table des matières

Remerciements	vii
Préface	ix

Introduction

1. L'intérêt de l'action collective comme sujet d'étude	1
2. Naissance d'un projet de recherche empirique mené en partenariat	4
2.1. L'approche au projet.....	4
2.2. Difficultés rencontrées.....	10
3. Survol de l'action collective québécoise	12
3.1. Procédure québécoise	12
3.2. Historique	16
a) 1979-1989: Curiosité et méfiance envers le « recours collectif »	17
b) 1990-1999: Tournant majeur: l'acceptation du recours collectif	19
c) 2000-2010: Ère de progrès.....	21
d) 2011-2018: Tendances modernes dans l'action collective.....	23
4. Constats généraux	27

Chapitre I – Portrait général de l'action collective au Québec

1. Introduction	31
2. Volume d'actions collectives intentées annuellement	32
3. Typologie des actions collectives au Québec	36
3.1. Description des domaines de droit visés par l'action collective	36
3.2. Répartition des dossiers d'actions collectives ouverts annuellement au Québec	40
4. Délais dans l'action collective	43
4.1. Introduction	43
4.2. Vue d'ensemble des délais moyens	46
4.3. Délais de la naissance à la fin de l'action collective	48

4.4. Délais jusqu'au jugement d'autorisation.....	48
4.5. Délais jusqu'à l'étape du jugement d'approbation de la transaction / jugement au mérite.....	50
4.6. Conclusions sur les délais	55
5. Aboutissement de l'action collective	56
5.1. Formes d'aboutissement.....	56
5.2. Moyens préliminaires	59
5.3. Proportion des règlements à l'amiable dans l'action collective.....	62
5.4. Conclusion des jugements au mérite.....	66

Chapitre II – Pertinence de l'autorisation

1. Introduction.....	69
2. Modalités et raison d'être de l'autorisation de l'action collective au Québec.....	71
2.1. Nature de l'autorisation de l'action collective.....	71
2.2. Critères à remplir pour que l'action collective soit autorisée.....	72
2.3. Fardeau de preuve à l'autorisation et refus d'appréciation du mérite de l'action collective	73
3. Probabilité d'autorisation de l'action collective au Québec	74
3.1. Autorisation à la Cour supérieure.....	74
3.2. Autorisation finale (compte tenu des appels)	78
3.3. Évolution de l'autorisation	81
4. Traitement des critères d'autorisation par les tribunaux québécois.....	82
4.1. Présentation des critères d'autorisation de l'action collective	82
4.2. Appréciation des critères d'autorisation par les tribunaux	85
4.3. Évolution de l'interprétation jurisprudentielle des critères d'autorisation.....	89
4.3.1. Introduction	89
4.3.2. Questions identiques, similaires ou connexes	90
4.3.3. Apparence de droit	93
4.3.4. Supériorité de l'action collective sur le mandat ou la jonction des demandeurs	96
4.3.5. Représentation adéquate.....	98
5. Pertinence de l'étape de l'autorisation de l'action collective.....	102
5.1. Délais causés par l'autorisation.....	102
5.2. Importance de l'exercice d'autorisation de l'action collective....	106

Chapitre III – Bénéfices et effets compensatoires de l'action collective

1. Introduction	113
1.1. Objectif de compensation des membres.....	113
1.2. Manque de données sur la compensation.....	119
1.3. Portrait des dossiers analysés pour les données de compensation.....	124
2. Résultats	130
2.1. Nature de la compensation.....	130
2.2. Taux de distribution (« <i>take-up rate</i> »).....	137
2.3. Dans quelle mesure les membres du groupe sont-ils compensés pour le préjudice subi ?	144
2.4. Importance financière des distributions monétaires dans l'action collective.....	148
2.5. Le poids du nombre : volume de membres bénéficiés par l'action collective.....	153
3. Facteurs influençant la compensation des membres	154
3.1. Compensation et sommes en cause.....	155
3.2. Compensation et montants moyens versés aux membres.....	157
3.3. Compensation et jugement au mérite ou règlement.....	160
3.4. Compensation et durée des procédures.....	163
3.5. Compensation et taille du groupe.....	166
4. Meilleures pratiques	168

Chapitre IV – Modes de recouvrement et de distribution

1. Introduction	175
2. Modes de recouvrement	178
2.1. Modalités de recouvrement permises.....	178
2.1.1. Recouvrement collectif.....	179
2.1.2. Recouvrement individuel.....	180
2.1.3. Recouvrement hybride.....	181
2.2. Appréciation empirique des modes de recouvrement.....	181
3. Modes de distribution	185
3.1. Distribution automatique et réclamations individuelles.....	185
3.2. Distribution automatique.....	188
3.2.1. Méthodes utilisées pour la distribution automatique.....	188

3.2.2. Taux de distribution pour chaque méthode de distribution automatique	190
3.2.3. Encaissement des chèques	192
3.2.4. Virements électroniques	194
3.3. Réclamations individuelles.....	195
3.3.1. Compromis nécessaires	195
3.3.2. Proportion de réclamations acceptées	196
3.3.3. Informations et documents requis	197
3.3.4. Utilisation des technologies.....	200
4. Gestionnaires de réclamations.....	200
4.1. Types de gestionnaires.....	200
4.2. Influence du type de gestionnaire choisi sur l'efficacité de la distribution.....	202
5. Versement de montants à des tiers	205
5.1. Situations prévues par le <i>Code de procédure civile</i>	205
5.2. Justification par les tribunaux	209
5.3. Circonstances qui permettent les versements à un tiers	211
5.3.1. Versement à un tiers du reliquat suivant une distribution aux membres.....	211
5.3.2. Versement à un tiers qui accompagne une distribution aux membres.....	213
5.3.3. Choix du bénéficiaire.....	215
6. Meilleures pratiques	219

Chapitre V – Coûts dans l'action collective

1. Introduction.....	225
1.1. Types de coûts	225
1.2. Mauvaise presse de l'action collective	226
1.3. Survol de la littérature	230
2. Frais d'avocats	231
2.1. Critères d'attribution des frais d'avocats.....	231
2.1.1. Principes qui guident le versement des honoraires d'avocats	231
2.1.2. Méthode de calcul des honoraires	233
2.2. Sommes versées aux avocats.....	238
2.2.1. Sommes versées.....	238
2.2.2. Pourcentage de la somme totale déboursée par la défenderesse accordé aux avocats	241

2.3.	Facteurs qui influencent les frais d'avocats.....	243
2.3.1.	Durée des procédures	243
2.3.2.	Présence d'un appel.....	245
2.3.3.	Conclusion du dossier par un jugement au mérite ou par une transaction à l'amiable avant ou après l'autorisation.....	245
2.3.4.	Dossiers multi-juridictionnels	246
2.3.5.	Mode de recouvrement	249
2.3.6.	Somme totale déboursée par la défenderesse	251
2.3.7.	Honoraires prévus à l'entente transactionnelle.....	253
3.	Frais d'administration.....	254
3.1.	Frais d'administration	254
3.1.1.	Montants versés aux administrateurs.....	254
3.1.2.	Pourcentage de la somme totale déboursée par la défenderesse que représentent les frais d'administration.....	256
3.2.	Facteurs qui influencent les frais d'administration.....	257
3.2.1.	Identité du gestionnaire	257
3.2.2.	Mode de distribution.....	258
4.	Indemnités payées au représentant du groupe.....	258
4.1.	État du droit	258
4.1.1.	Pouvoir discrétionnaire dans l'attribution d'indemnités au représentant.....	258
4.1.2.	Montants versés au représentant via les ententes transactionnelles	260
4.2.	Sommes versées	261
4.2.1.	Associations représentantes.....	261
4.2.2.	Individus œuvrant comme représentants	263
5.	Autres frais	265
5.1.	Fonds d'aide aux actions collectives	265
5.2.	Frais d'avis aux membres.....	265
5.3.	Paiements à la Régie de l'assurance maladie du Québec	266
5.4.	Frais de financement.....	266
5.5.	Autres frais	267
6.	Meilleures pratiques	267

**Chapitre VI – Efficacité de l'action collective
selon les domaines de droit**

1. Introduction.....	269
2. Droit de la consommation	271
3. Responsabilité de l'État.....	274
4. Responsabilité du fabricant	277
5. Responsabilité contractuelle	279
6. Droit de la concurrence	284
7. Droit de l'environnement / trouble du voisinage.....	287
8. Droit des valeurs mobilières.....	290
9. Droit des assurances	292
10. Droit du travail.....	294
11. Protection des renseignements personnels	296
12. Agressions sexuelles	297
Conclusion	303
Annexe A – Modèle – Tableau analytique des actions collectives	311
Annexe B – Exemples d'analyse de dossiers d'action collective du Laboratoire sur les actions collectives	313